L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

SUEZ PSO

Lundi 31 mai 2021

Violences :
L'insécurité est d'abord sociale !

Vendredi 28 mai, une attaque au couteau a eu lieu à la Chapelle-sur-Erdre, près de Nantes. Une policière municipale a été blessée et son arme subtilisée par un forcené qui a blessé un gendarme après avoir pris une personne en otage. Cet événement tragique – qui a eu pour seule mort celle de l'assaillant – est révélateur de bien des maux de notre société. Qui posent la question : comment en est-on arrivé là ?

Les partisans de l'ordre

Les politiciens en campagne électorale s'en sont immédiatement donné à cœur joie. Un agresseur musulman présumé, un couteau, et voilà une nouvelle campagne sécuritaire. Comme il s'agit d'un ancien détenu de droit commun, voilà une débauche d'amalgames décrivant un terroriste radicalisé libéré par une justice laxiste ! « Il faut des prisons, des peines plancher, développer la surveillance électronique », surenchérissent les politiciens, de droite comme de gauche. Sauf qu'on est loin du compte !

D'où vient la violence ?

Car voilà, les démagogues ont dégainé comme d'habitude trop vite. L'assaillant était certes croyant. Mais, surtout, il était atteint d'une grave maladie mentale. Que faisait-il donc dans les rues ? Pourquoi n'était-il pas à l'hôpital pour y être soigné ? Tout simplement parce que, dans ce pays, on tue à petit feu les urgences psychiatriques dont le personnel est en sous-effectif, au bord du burnout – les suicides ne sont pas rares parmi les travailleurs de la psychiatrie.

Et ce serait la prison qui nous protégerait de ce genre de personnes avant tout malades ? Qui peut croire qu'on soigne une maladie mentale entre quatre murs en béton ? Autant qu'ailleurs, plus qu'ailleurs, c'est de personnel compétent et en nombre suffisant dont on a besoin pour prévenir de telles situations. Les économies du gouvernement dans la santé ont des conséquences dramatiques qui pourraient être évitées.

L'insécurité : de quoi parle-t-on au juste ?

Pour les politiciens, le principal problème serait celui de l'insécurité. Quelle insécurité ? Du côté des violences en général, elle n'a pas vraiment augmenté.

Et si le sentiment d'insécurité est bien réel, c'est sur un autre terrain. Avec un million de personnes supplémentaires passées sous le seuil de pauvreté, un chômage qui explose, des licenciements qui se multiplient, le contexte est très anxiogène. Si l'on ajoute l'absence d'avenir pour les jeunes – y compris les étudiants –, les retraites des anciens trop souvent misérables, on peut se sentir piégé.

La violence ne tombe pas du ciel. Bien sûr que l'augmentation de la misère produit des tensions, du désespoir ! Il est légitime de faire le lien entre les profits record du CAC 40 et la pauvreté grandissante. La preuve ? Alors que huit millions de personnes étaient dépendantes de l'aide alimentaire, entre mars 2020 et mars 2021, les milliardaires français ont vu leur fortune augmenter de 40 %. Mais les politiciens nous proposent la peur pour seul horizon, pour que l'on ne s'attarde pas sur ces chiffres révélateurs de l'injustice de leur société.

Combattre l'insécurité… sociale !

On ne combattra pas la violence à coups de caméra de surveillance, de déploiement policier, visant toujours les quartiers populaires.

On ne combattra pas les maladies mentales à coups de matraque ou de peine prolongée. On ne combattra pas la misère en construisant plus de prisons.

Alors, c'est vrai, le climat social est lourd. Mais un climat ça se change. Bien sûr par des luttes, mais souvent aussi par de la solidarité entre travailleurs sur les lieux de travail et dans nos quartiers. Et ça commence par ne pas céder aux hurlements sécuritaires des ennemis des travailleurs.

Les politiciens, et derrière eux la bourgeoisie, n'ont pas de solutions puisque c'est leur course aux profits qui est à l'origine de la majorité de nos problèmes. La peur empêche de réfléchir, d'agir, c'est une évidence, mais nous sommes de plus en plus nombreux à ne pas être dupes.

Pour nous contacter :
www.convergencesrevolutionnaires.org

1er juillet, fin de l'épidémie ?

L'épidémie a durement frappé les salariés, avec des clusters dans plusieurs lieux d'embauche PSO. Les situations ont été vécues difficilement par les collègues contaminés ou cas contact, qui ont alerté leur hiérarchie en mettant en avant les négligences relatives aux règles sanitaires.

Face à ce constat, la précipitation avec laquelle la direction annonce que dès le 1er juillet , on reviendra au présentiel à 100 % pour ceux qui ne sont pas éligibles au télétravail, et qu'il n'y aura plus aucun aménagement spécifique Covid, a de quoi inquiéter !

Suez-Veolia, nos problèmes commencent ?

Le pacte Suez Veolia est acté, bien que certains points soient encore flous. Les représentants du personnel ont été consultés pour la forme, sans que leur avis compte dans cette affaire.

En revanche, les économies sur le dos des salariés en s'arrêtent jamais : la communication dit que le Nouveau Suez est capable de « retenir les meilleurs » alors que les services support vont être coupés en deux...

Nous ne sommes pas des coûts ni du bétail, les collègues concernés qui le souhaitent, doivent pouvoir rester et garder leur statut.

Sécurité pas chère

Cette semaine, le service Sécurité nous a proposé (ou inscrits d'office selon les services) un atelier sur le risque des chutes de plain-pied.

Une façon pour la boîte de se couvrir sur la sensibilisation aux risques, sans pour autant dépenser trop. Des ateliers de groupe ne doivent pas se substituer aux formations individuelles. Nos métiers sont dangereux et les formations pour notre sécurité incontournables.

Non à la performance par le flicage

Le CSE Sevesc avait lancé une expertise concernant la mise en place du dispositif d'écoconduite. Le résultat de cette expertise est pour le moins inquiétant pour nous.

C'est en effet une multiplication de risques psychosociaux qui vont conjointement arriver avec l'installation de l'écoconduite couplée à la géolocalisation. Le plus préoccupant, c'est cette envie de performance que la direction veut à tout prix développer avec la mise en place de ces outils (géolocalisation, ordonnancement).

Tout ça se fait au détriment de notre santé, avec des charges de travail qui augmentent et des moyens humains qui diminuent.

Arbitraire patronal

Un collègue de la Sevesc du site de Louveciennes a été licencié pour faute grave après 18 ans de boîte.

Il n'a pas pu se défendre, aucune tentative de conciliation n'a été organisée, il n'a droit à aucun préavis ni indemnités. Il se retrouve donc du jour au lendemain au chômage, à cause d'une sentence venue d'en haut, de la direction régionale, qui vise aussi à nous rappeler que la direction fait ce qu'elle veut avec nos emplois. A moins qu'une réaction collective ne vienne lui mettre des bâtons dans les roues.

Musée Carnavalet en grève

Les agents d'accueil, du nettoyage et même des cadres du musée Carnavalet étaient en grève samedi 29 mai, jour de la réouverture après quatre ans de travaux.

Comme les éboueurs et égoutiers actuellement en grève, ces travailleurs dépendent de la ville de Paris et se battent contre l'application de la réforme de la fonction publique par la mairie de Paris qui prévoit notamment de leur retirer huit jours de congé par an ainsi que des jours de RTT.

Anne Hidalgo se défend de vouloir appliquer cette réforme votée sous Macron, mais elle n'a eu de cesse de dégrader les conditions de travail en supprimant des emplois et en continuant à favoriser la précarité (20 000 vacataires sur les 55 000 agents de la ville). Leur colère est bien légitime.

Victoire des femmes de chambre de l'Ibis Batignolles

Après 22 mois de lutte, dont 8 mois de grève, les femmes de chambre de l'hôtel Ibis de Batignolles (groupe Accor), embauchées par un sous-traitant, ont obtenu l'égalité des conditions de travail avec leurs collègues salariés d'Accor.

Cela se traduira, entre autres, par plusieurs centaines d'euros d'augmentation mensuelle, une prime de panier de 7,30 euros par repas, des réductions de la charge de travail et des passages à temps plein.

Coup de chapeau à ces femmes issues de l'immigration qui ont fait preuve d'un courage et d'une détermination sans faille.

Vive la révolte en Colombie !

Depuis un mois les Colombiens se révoltent contre la misère, les plans d'austérité et la crise économique aggravée par la pandémie. Plus largement, ils en ont assez de ce régime corrompu lié aux narcotrafiquants.

La répression a fait presque une centaine de morts et des centaines de disparus. À Cali, ville de deux millions d'habitants et foyer de l'insurrection, la population s'organise dans des assemblées. À Carthagène, ville touristique mais aussi industrielle, les syndicats s'unissent avec des comités de quartiers. La jeunesse des quartiers populaires affronte l'armée et la police.

Il faut briser le silence insupportable qui entoure cette révolte légitime.